

L'enjeu des transformations postcommunistes

Laure NEUMAYER, L'enjeu dans les transformations postcommunistes. Hongrie, Pologne, République tchèque 1989-2004, Paris, Belin, coll. « Europes centrales », 319 p.

Christian Lequesne



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/1267>

ISBN : 978-2-8218-1112-6

ISSN : 1775-397X

Éditeur

Editions de la maison des sciences de l'homme

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2006

Pagination : 154-155

ISBN : 978-2-200-92170-5

ISSN : 1950-1684

Référence électronique

Christian Lequesne, « L'enjeu des transformations postcommunistes », *Transcontinentales* [En ligne], 3 | 2006, document 15, mis en ligne le 12 octobre 2011, consulté le 03 avril 2018. URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/1267>

Ce document a été généré automatiquement le 3 avril 2018.

Tous droits réservés

L'enjeu des transformations postcommunistes

Laure NEUMAYER, L'enjeu dans les transformations postcommunistes. Hongrie, Pologne, République tchèque 1989-2004, Paris, Belin, coll. « Europes centrales », 319 p.

Christian Lequesne

RÉFÉRENCE

Laure NEUMAYER, L'enjeu dans les transformations postcommunistes. Hongrie, Pologne, République tchèque 1989-2004, Paris, Belin, coll. « Europes centrales », 319 p.

- 1 Voici un chercheur, passé par le CEFRES (Centre français de recherches en sciences sociales) de Prague, qui nous invite d'emblée à sortir du « cloisonnement entre l'analyse du postcommunisme et les études sur l'intégration européenne » lorsque l'on s'intéresse à l'Europe centrale contemporaine. Finie donc l'application des seules grilles du postcommunisme, de la transitologie ou de la « consolidologie » à l'analyse de pays comme la République tchèque, la Hongrie ou la Pologne. Une leçon de fraîcheur à ceux qui en France, en science politique, en géographie voire en économie, s'accrochent à défendre l'idée d'une Europe centrale dont les évolutions sociales et politiques s'expliqueraient avant tout par le « postcommunisme ».
- 2 L'objectif de Laure Neumayer est de saisir les dynamiques de préparation à l'entrée dans l'Union européenne de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque, entre décembre 1989 (moment du basculement des régimes) et mai 2004 (date formelle de l'adhésion).
- 3 L'auteure commence par recenser les principaux courants analysant l'influence du processus d'adhésion à l'Union européenne sur les transformations postcommunistes, en indiquant que chacun présente « d'importants biais normatifs ». Se situant au-delà de ces approches, elle choisit la problématique de l'europanisation des politiques nationales. Cette notion (peut-être simplement une métaphore), utilisée depuis les années 1990 par

les études sur l'intégration européenne, vise à mettre en lumière les convergences, mais aussi les divergences, des « objets » étatiques et sociaux nationaux sous l'effet des normes produites par la négociation européenne. Elle n'est pas sans poser problème, et il est dommage que Laure Neumayer ne développe pas une analyse critique des travaux sur l'europanisation, comme elle l'a fait pour les transformations postcommunistes. Elle cite dans sa bibliographie des auteurs comme Bulmer, Radaelli, Caporaso ou Héritier, mais elle ne les discute pas vraiment.

- 4 La première partie de l'ouvrage porte sur l'europanisation des partis politiques et des opinions publiques dans les trois États candidats étudiés. La section consacrée aux partis politiques s'intitule « L'Europe dans les cultures politiques nationales ». L'utilisation du terme « culture » n'est pas neutre. Il vise à montrer que l'Europe centrale, avec des différences d'un pays à un autre, a participé au cours de l'histoire au développement des idées politiques occidentales (le libéralisme, le conservatisme, la social-démocratie, etc.) et que les acteurs partisans actuels ont reconstruit après 1989 leurs courants politiques en tenant compte de ces « référents politiques et symboliques ». On peut mettre en question ce choix qui fait des « cultures politiques » une variable « considérée comme acquise ». Pour prendre un seul exemple, qu'analyse Laure Neumayer, pourquoi faudrait-il interroger la tradition du libéralisme tchèque d'avant le communisme pour comprendre le libéralisme du Parti civique démocratique (ODS) en République tchèque ? N'est-il pas plus important de saisir que l'ODS est avant tout le parti des entrepreneurs gagnants de la transformation qui ont fait de l'économisme (et donc de la défense d'un marché quasi pur) une croyance leur permettant d'occuper le pouvoir politique avec les recettes du management ? Laure Neumayer montre bien combien l'appréciation de l'Europe diffère dans chaque pays selon que l'on s'intéresse aux libéraux, aux conservateurs ou aux anciens communistes (devenus sociaux-démocrates en Hongrie et en Pologne, mais se revendiquant encore communistes en République tchèque).
- 5 L'auteure insiste avec raison sur l'importance dans les trois pays du thème de l'intérêt national. Celui-ci est plus ou moins utilisé par les partis, alors même que « l'idéologie » de la construction européenne évoque sans cesse sa rationalisation. Elle montre aussi combien le thème de l'Allemagne dominatrice est un sujet qui anime les partis conservateurs en Pologne, libéraux et communistes en République tchèque. Ce contexte explique pourquoi les opinions publiques n'acceptent pas que les peuples de ces pays puissent être considérés comme des citoyens de deuxième catégorie dans l'Union européenne.
- 6 L'analyse du soutien des groupes sociaux à l'adhésion dans les trois pays fait apparaître des similitudes importantes avec la situation dans les États de l'Europe des quinze. Laure Neumayer dit que les entrepreneurs et les intellectuels éduqués soutiennent généralement davantage l'entrée dans l'Europe que les agriculteurs, les travailleurs manuels et les employés des entreprises publiques. Ce qu'elle présente comme une relation entre pro-/ anti-UE et gagnant/ perdant des transformations postcommunistes mériterait cependant d'être nuancé. Car en France ou en Italie, ce sont les mêmes catégories socioprofessionnelles qui soutiennent l'intégration européenne ou qui, au contraire, en doutent. Il y a en outre des cas paradoxaux, comme les militants de l'ODS tchèque, qui se déclarent pro-Européens mais votent pour un parti dont les leaders ont un discours eurosceptique. L'approche par les groupes sociaux montre tout l'intérêt, pour comprendre les pays d'Europe centrale, d'utiliser une échelle de comparaison qui est celle des vingt-cinq États membres et non plus seulement des huit nouveaux États membres.

- 7 La deuxième partie de l'ouvrage s'intéresse à l'eupéanisation de l'action publique dans les trois pays et aux effets sur les trajectoires des transformations postcommunistes. Laure Neumayer montre bien que l'appropriation de la norme européenne est une négociation et qu'elle ne se fait pas de manière linéaire comme le dit la « doxa » sur la reprise de l'acquis communautaire. Elle est tantôt une ressource pour des acteurs qui cherchent à moderniser l'économie ou à démocratiser l'État, parfois aussi une source de résistance pour d'autres qui voient leurs positions de pouvoir mises en cause.
- 8 L'étude de l'eupéanisation des structures politiques (présidents de la République, gouvernements, offices de coordination gouvernementale) est utile. Mais plus intéressante est la partie sur les portraits croisés d'administrateurs de la pré-adhésion. Au sein des appareils administratifs des États candidats existent ainsi, comme dans les États des quinze, des réseaux de spécialistes de l'intégration qui se retrouvent aux postes clés de la négociation. Comme en France, la position d'administrateur-expert de l'Europe peut être la porte d'entrée à des fonctions politiques. Sont ainsi cités les exemples de J. Saryusz Wolski en Pologne et de P. Telicka en République tchèque, deux experts gouvernementaux de l'adhésion qui deviendront respectivement vice-président du Parlement européen et commissaire européen. La partie sur l'administration territoriale est également intéressante, car elle montre combien la norme européenne du développement territorial (fonds structurels) est à l'origine d'un processus de réformes qui a créé du « politique » en mettant en avant la question du pouvoir des élites centrales face à de nouvelles élites de la décentralisation qui cherchent à profiter des ressources européennes pour mieux exister. Loin de traiter l'action publique à travers les seules structures, Laure Neumayer développe aussi des études de cas autour de la mise en place de la politique de la concurrence et des aides d'État, et de la politique étrangère. Cette deuxième étude sur la PESC est un peu courte. Si l'auteure montre que les États candidats (surtout la Pologne et la Hongrie) apportent au panier de la PESC des préoccupations particulières à l'égard de l'ex-URSS et des Balkans, elle ne nous dit rien sur la controverse de 2003 autour de l'intervention en Irak et donc sur le rapport aux États-Unis. Mais on ne peut pas tout faire.
- 9 Au final, il s'agit d'un livre intelligent, stimulant, qui est une pierre importante à ce qui ne devrait plus être une sociologie politique de l'intégration européenne ou une sociologie du postcommunisme, mais bien une sociologie politique de l'Europe.

AUTEURS

CHRISTIAN LEQUESNE

Centre français de recherches en sciences sociales (CEFRES), Prague